

PAYSANS, SALARIÉS DU PUBLIC ET DU PRIVÉ : C'EST AUX CAPITALISTES ET À LEURS REPRÉSENTANTS QU'IL FAUT S'EN PRENDRE !

Il n'aura fallu que quelques heures après les annonces d'Attal pour que la quasi-totalité des barrages d'agriculteurs, à l'appel de la FNSEA et de la Coordination rurale, soient levés. Seule la Confédération paysanne a appelé à poursuivre les actions, et là, la police de Darmanin est vite intervenue pour faire lever les barrages. Attal a promis une « pause » sur le plan « Écophyto » de réduction des pesticides, de diminuer le nombre de jachères et de rétablir les subventions sur le gasoil non routier (GNR) pour les tracteurs. Bref, le gouvernement se sert de « l'écologie punitive » comme bouc-émissaire, pour mieux épargner les géants de l'agrobusiness, que ce soient les banques, les industries agro-alimentaires ou les grandes surfaces. Il leur est juste demandé de... mieux respecter la loi ! Une loi qui a bien montré qu'elle est incapable de garantir un revenu à ceux qui travaillent la terre.

Comment expliquer alors que les barrages routiers aient été si rapidement levés ? Tout simplement parce que, dans cette mobilisation, se trouvaient aussi bien les petits agriculteurs, écrasés par les dettes, vivant en dessous du Smic, pressurés par les grands capitalistes... que des dirigeants de véritables empires de l'agrobusiness, tel Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA, dirigeant de la multinationale Avril – les huiles Lesieur, Isio4, Puget... Il est même le président du conseil d'administration de Sofiprotéol, une société de... crédit aux agriculteurs ! Pas étonnant que ces messieurs-là ne veuillent surtout pas qu'on s'en prenne aux banques et aux grands capitalistes !

La colère paysanne a ravivé la colère ouvrière La colère paysanne a ravivé la colère ouvrière

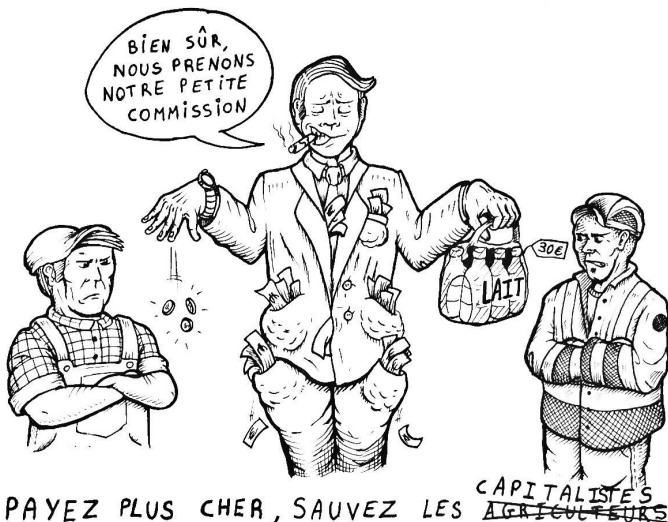
Il n'empêche, l'explosion de colère des paysans a suscité une profonde sympathie chez les travailleurs et travailleuses. Le slogan « vivre et pas survivre » résonne avec la stagnation des salaires et la hausse des prix de la vie courante dans les villes. On pouvait voir de nombreux clins d'œil aux blocages paysans dans les manifestations bien fournies de l'Éducation nationale du 1er février. Pour sûr que les mensonges, l'arrogance et le mépris de la nouvelle ministre, Amélie Oudéa-Castéra, ont dû jouer. Côté vie privée : elle contourne le système pour placer ses enfants à Stanislas, école privée de luxe, catholique intégriste. Côté vie publique : elle annonce de nouvelles mesures renforçant le tri

social et l'encasernement de la jeunesse, avec les « groupes de niveau » dès le collège, et la généralisation du service national universel au lycée. Le tout sur fond d'établissements délabrés, de salaires qui stagnent et de crise de recrutement – ceci expliquant cela. Là encore, il faudrait déjà augmenter les salaires pour qu'on puisse recruter ! La grève a été particulièrement bien suivie jeudi dernier, et les suites sont en cours de discussion et de préparation dans les établissements. C'est bien la mobilisation de tout le secteur, de la maternelle au lycée, qui est posée.

Des mobilisations auront également lieu dans les jours et les semaines qui viennent à la SNCF, à la RATP, dans les centres de tri de la Poste. Là aussi, l'exigence, c'est l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, pour pouvoir vivre dignement de son travail dans de bonnes conditions !

Pour un mouvement d'ensemble !

Cette ébullition vient de toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus des fins de mois qui commencent le 5, qui n'en peuvent plus de se tuer à travailler pour ne pas gagner sa vie. Oui, plus que jamais, dans le public comme dans le privé, à la ville comme à la campagne, c'est l'augmentation générale des salaires et des revenus de ceux qui travaillent qui est à l'ordre du jour : **400 euros d'augmentation pour tous !** Pas un seul salaire en dessous de 2000 euros ! Et, pour imposer une telle mesure, c'est bien un mouvement d'ensemble des salariés, de la jeunesse et des paysans exploités qu'il faudra.



Les grévistes de Bordeaux s'adressent à nous

Au cours du mois de janvier, les postiers de la PIC de Cestas, à côté de Bordeaux, ont multiplié les débrayages d'une heure. En tout, 75 collègues ont participé au moins une fois aux huit débrayages. Bien conscients de la peur qu'a la direction d'un élargissement du mouvement, les grévistes ont mis à contribution les précieuses heures gagnées sur la production pour s'adresser aux autres postiers, à travers des vidéos qui appellent à amplifier le mouvement. Le message a rapidement tourné dans certaines des 26 PICs de France, avec la proposition de faire des débrayages communs. Et ce fut chose faite le 6 février !

... débrayages à la PIC de Lesquin en réponse !

Ces mardi 6 février, mercredi 7 février et jeudi 8 février, nous sommes nombreux à avoir répondu à l'appel de Bordeaux et à avoir débrayé une heure pour nos salaires. Nous étions 15 en après-midi, 18 en matin et 5 en nuit. Deux fois plus que lors du débrayage qui a eu lieu en décembre. Des débrayages qui ont été largement remarqués par tous les collègues, dont certains qui ont déjà annoncé qu'ils participeraient aux prochains. De quoi nous encourager à continuer la mobilisation, notamment jeudi prochain 15 janvier, date de grève nationale à La Poste. Une occasion de doubler encore les effectifs de postiers en débrayage ?

On débraye et on discute

Les débrayages furent l'occasion pour nous de discuter de nos revendications et des moyens de gagner. C'est clair qu'il nous faut à tous 400 euros en plus sur nos fiches de paie. C'est le minimum pour ne plus finir le mois à découvert. Même les chefs le reconnaissent ! Pour arracher une telle augmentation, il faudra des luttes, dont ces débrayages ne sont que le premier épisode. Les patrons, à La Poste et ailleurs, n'augmentent pas les salaires par gaieté de cœur : il faut leur imposer.

Tache d'huile

Les débrayages de cette semaine s'inscrivent dans une lutte qui ne se limite pas à Lesquin, ni même aux salariés des PIC ! A Wambrechies, des facteurs du bureau de poste ont eux-aussi arrêté le travail pendant une heure. En Gironde, il y a eu des débrayages à la PIC et dans plusieurs bureaux de poste. Et tous réclament la même chose, 400 euros en plus sur nos salaires. Si la tache d'huile continue de se répandre, il sera impossible pour la direction d'ignorer nos revendications.

De l'argent, ils en ont !

Alors qu'elle a fait 1,2 milliard d'euros de bénéfices en 2022, 2,1 milliard en 2021 et 2,1 en 2020, La Poste nous propose des clopinettes pour les augmentations de salaires des contractuels des prochaines NAO. Elle se donne des airs de grand prince en prétendant nous « offrir » 2,5 % d'augmentation deux fois dans l'année, mais quand on le rapporte à l'inflation — qui ne cesse de grimper ! — ça n'est pas grand-chose. En plus de ça, tout le monde n'aura le même pourcentage. Pour les catégories du bas de l'échelle, ce sera 2,1 % sur le salaire de base et 2,5 % sur le complément... soit à peu près 35 euros par mois. Et les fonctionnaires, eux, ne sont même pas concernés ! De quoi nourrir la révolte partout !

Agacement matinal

Jeudi dernier, nous avons eu la surprise de ne plus pouvoir signer les feuilles de présence devant le local pf lors de notre arrivée dans la brigade du matin. Il nous a fallu aller jusqu'au bureau des RT à un moment où la zone est saturée de prépas et d'activité. On se demande bien qui a pu avoir cette idée lumineuse...

Merci aux donateurs !

La semaine dernière, nous organisons une collecte pour financer le bulletin Révolutionnaires de la PIC, qui nous a permis de rassembler 70 euros. Ce bulletin est celui des postiers et postières qui le font vivre en l'informant et en le finançant. **Continuons le combat en faisant circuler cette feuille l'usine !**

Sucre Dorge

Une petite mignardise passe sur les télés de la PIC depuis des semaines. C'est le retour de Philippe Dorge sur grand écran ! On se rappelle de sa vidéo qui passait en boucle pendant des mois au début de la NGC. Désormais on a droit à l'épisode « Philippe Dorge découvre Log'issimo à la PIC de Lesquin ». Évidemment tout est beau et lumineux dans cette vidéo. **Les salaires de misère des postiers, les fins de contrats précipitées de certains intérimaires ou les journées sans fin des prestataires sont glissés sous le tapis.** Comme dans la télé-réalité, on est plus proche de la télé que de la réalité.